



Fusionner pour peser

Dans l'agroalimentaire finistérien, 2008 a été riche en mouvements d'entreprises. Pour amortir les fluctuations des matières premières, peser face à la distribution et traverser la récession économique mondiale, le regroupement de sociétés apparaît de plus en plus inévitable. Des alliances se créent notamment entre coopératives et industriels privés.

19 311

salariés
dans les IAA
du Finistère.

Si l'agroalimentaire permet au Finistère de moins ressentir la crise économique mondiale, le secteur phare du département traverse aussi des turbulences. Autant d'éléments qui accélèrent les restructurations de filières jusqu'à présent atomisées

Alliances coopératives - privés

Les mouvements les plus marquants ont eu lieu dans le secteur de la viande. Après avoir pris le contrôle à 100 % de l'entreprise Charal en 2007, Bigard (Quimperlé), a annoncé l'absorption de son concurrent, Socopa, pool de grandes coopératives dont Coopagri Bretagne. L'ensemble formera une société comptant 17 000 salariés pour 5 Mds d'€ de chiffre d'affaires.

D'autres mouvements ont concerné l'amont des industries. La branche porc de Terrena, groupe coopératif d'Ancenis (Loire Atlantique), a rejoint l'union de groupements de producteurs, Pigalys, qui fédère la production porcine d'Unicopa (Morlaix). L'ensemble représente près de 1 000 producteurs sur le grand ouest pour 2,2 M de porcs.

Dans la filière avicole, 2008 a été difficile pour plusieurs segments confrontés à une baisse de consommation. Cela a conduit Unicopa à céder Socavi, sa branche volailles fraîches, à Terrena, et à fermer son usine Dandy de Pontivy avec le licenciement de 238 salariés. La même coopérative a cédé 60 % du capital de Tilly Sabco (Guerlesquin), site de poulets congelés destinés à l'export, à son directeur général.

Doux a fermé deux unités (Locminé et Le Châtelet) et s'est séparé de sa filiale en Espagne.

Le lait en difficulté

Après l'envolée du secteur laitier en 2007, la retombée des cours mondiaux a généré une crise sévère qui perdure en 2009. La surproduction mondiale se traduit par des stocks importants qui empêchent toute remontée des cotations. Les entreprises laitières du département sont plus ou moins affectées, selon la proportion de leurs fabrications du type beurre et poudres de lait, destinées au marché international. Avec 38 % du lait collecté transformé en ces produits, Entremont connaît des difficultés.

Dans ce contexte tendu, le regroupement des activités laitières de 3 grandes coopératives, Coopagri, Even et Terrena, a été annoncé début 2009. La holding basée à Brest totalisera 1 850 salariés, 1,1 Mds d'€ de chiffre d'affaires, et deviendra le 5^e collecteur de lait français.

La Sill (Plouvien), poursuit ses investissements. Outre le rachat de la Laiterie de Saint-Malo (120 salariés), elle engage un investissement de 5 M€ sur le site principal de sa filiale produits traiteurs-surgelés, Primel Gastronomie à Plougasnou et un autre de 3 M€ sur celui de Plabennec. La Sill vise 31 000 t de produits traiteurs surgelés.

Le lait bio a lui le vent en poupe. La laiterie Bio d'Armor (Riec-sur-Belon) a un plan

d'investissement en locaux et équipements qui pourrait lui permettre de doubler sa capacité. La laiterie s'est donnée pour objectif de multiplier par 2 en 5 ans le nombre d'éleveurs qui la livrent, soit un passage de 150 à 300 producteurs.

Dans le secteur des légumes industriels, 2008 a vu Gelagri, filiale de Coopagri Bretagne, s'associer à Bonduelle, pour mettre en commun des activités "légumes et produits élaborés surgelés" sous marques de distributeurs en Europe, principalement en France et en Espagne.

L'écotaxe mobilise

Après la Loi de Modernisation de l'Economie (LME), un projet menace l'économie bretonne, notamment les industries agroalimentaires : l'écotaxe routière. Le dispositif a été expérimenté en Alsace pour éviter le report de trafic transfrontalier : des camions quittant l'autoroute payante Bale-Hambourg pour se reporter sur les 160 km gratuits entre Strasbourg et Mulhouse. En Bretagne, le transport est essentiellement intra-régional. L'augmentation du coût du transport qui résulterait de la taxe est évaluée à 15 %. De la livraison de l'aliment pour animaux au transport du produit fini, la chaîne agroalimentaire bretonne pourrait payer jusqu'à 7 fois la taxe !



Stabilité des effectifs salariés de l'agroalimentaire du Finistère (industrie et négoce)

Secteurs d'activités	Nombre de salariés		
	2007	2008	Part 2008
Viandes	7 961	7 313	38 %
Lait	2 463	2 695	14 %
Poissons et crustacés	4 041	3 914	20 %
Fruits et légumes	2 159	2 013	10 %
Aliments pour animaux	709	694	4 %
Autres industries et négoce alimentaires	1 947	2 682	14 %
Total	19 280	19 311	100 %

Source : Fichiers des entreprises des CCI du Finistère.

Le secteur agroalimentaire a permis au département d'amortir la crise économique et financière mondiale. Les effectifs salariés y sont stables (+ 0,16 %).

Les chiffres clés

Investissements matériels dans l'agroalimentaire finistérien en 2008

PRIMEL GASTRONOMIE (SILL)

Site : Plougasnou.

Investissements : 5 M€.

Extension de la capacité de production de plats cuisinés portionnables.

Site : Plabennec.

Investissements : 3 M€.

Amélioration de la flexibilité des lignes et des nouveaux conditionnements.

MARÉVAL

Site : Saint-Évarzec.

Investissements : 3,5 M€.

Doublage de la taille du site et de la capacité de production.

SAUPIQUET

Site : Quimper.

Investissements : 1 M€.

Amélioration des procédés de fabrication et lancement de nouvelles recettes.

Source : Chambre régionale d'agriculture.

+22%

La progression de la valeur des exportations agroalimentaires finistériennes en 2008.

Regroupement des activités laitières

Les coopératives laitières Coopagri Bretagne, Even, et Terrena (Ancenis, Pays de la Loire) créent une holding qui rassemblera 1 850 salariés pour un chiffre d'affaires de 1,1 Md d'€ sur 8 sites industriels.